

Décentralisation financière et croissance économique dans les pays de l'UEMOA

Modeste G. A. DEDEHOUANOU*

Bernard G. HOUNMENOU**

Mohamed K. GOUNOU***

Résumé - Cette étude vise à évaluer les effets de la décentralisation financière sur la croissance économique dans les pays de l'UEMOA, à partir d'estimations réalisées par la méthode GMM en système sur la période 2003-2022. Les résultats montrent que la décentralisation financière, tant en termes de recettes que de dépenses, exerce un effet positif et significatif sur la croissance économique, associée au développement des investissements privés. Cependant, cet effet est atténué lorsque les pratiques de corruption sont prises en compte. Ainsi, la mise en œuvre de mesures anti-corruption et l'amélioration du cadre institutionnel pourraient permettre à la décentralisation financière de contribuer de manière plus substantielle à la croissance économique.

Classification JEL

C22, H71, H72, O47

Mots-clés

Décentralisation financière
Croissance économique
Corruption
UEMOA
GMM en système

Nous remercions l'équipe de rédaction, notamment le directeur, et les différents rapporteurs pour leurs remarques et suggestions qui ont permis d'améliorer significativement cet article.

* Faculté des Sciences Économiques et de Gestion (FASEG), Université de Parakou, Bénin ; gbenoukpo1@yahoo.fr

** Faculté des Sciences Économiques et de Gestion (FASEG), l'Université d'Abomey Calavi, Bénin ; hbenaf@yahoo.fr

*** Faculté des Sciences Économiques et de Gestion (FASEG), Université de Parakou, Bénin ; mkoragounou@gmail.com

INTRODUCTION

Depuis les travaux de North (1990) et Alesina et Summers (1993), il est admis que les institutions peuvent jouer un rôle important dans l'efficacité des politiques économiques et la dynamique du développement. L'approche de la nouvelle théorie institutionnelle considère que les institutions peuvent réduire l'incertitude et les coûts de transaction (North, 2005 ; Otando, 2011) et influencer de manière générale la croissance économique (Khendek et Bouche, 2017 ; Reiter et Kuhlmann, 2016). Dans ce cadre, et comme évoqué par Musgrave (1959), la décentralisation peut être un vecteur d'efficacité dans l'allocation des ressources. Depuis deux décennies, le développement économique « par la base » a émergé dans les débats des agences de développement et des chercheurs, préconisant la décentralisation du secteur public à travers le renforcement des capacités locales en Afrique subsaharienne (Nach Mback, 2003). Ainsi, le processus de décentralisation peut apparaître comme un instrument pouvant améliorer la qualité des services publics au niveau local et promouvoir la croissance économique (Boschma, 2010).

La mise en pratique de la décentralisation présente cependant des risques d'échecs potentiels si les arrangements fiscaux ne sont pas bien définis (Yushkov, 2015). Lorsque la décentralisation financière (DF) est appliquée à la hâte, comme dans le cas de nombreux pays en développement (Sawadogo, 2001), les déséquilibres budgétaires des entités infranationales peuvent être attribués à l'insuffisante capacité des gouvernements locaux à mobiliser suffisamment de ressources et à gérer les dépenses de manière rationnelle pour stimuler les activités économiques (De Mello, 2010). Au-delà de l'étendue du territoire et de la diversité de la population, l'intérêt socioéconomique de la décentralisation a souvent été mis à mal par la capacité limitée des institutions à pouvoir contrôler la corruption des élites locales.

La préoccupation de cette étude est d'évaluer si les programmes de décentralisation financière dans l'UEMOA favorisent ou non la croissance économique. Ce travail s'inscrit donc dans une réflexion cherchant à analyser la croissance des pays en développement dans un cadre politico-administratif (Udoh, 2015). Dans cette problématique, nous formulons l'hypothèse selon laquelle la décentralisation financière influence positivement la croissance économique dans les pays de l'UEMOA sous certaines conditions.

L'article est structuré en quatre parties. La première fait le point du contexte de l'étude, la deuxième partie présente la revue de littérature théorique et empirique, la troisième partie la méthodologie de recherche, et la dernière partie est consacrée à l'analyse des résultats permettant de conclure sur certaines recommandations politiques.

1. CONTEXTE DE L'ÉTUDE

Il faut remarquer que la décentralisation a été perçue dans les pays de l'UEMOA comme un processus très dépendant de l'État central et qui fonctionne largement sur la base des transferts et dotations de ce dernier. La mobilisation des ressources locales est faible eu égard aux besoins des populations, même si les ressources propres sont très variables d'un pays à un autre, d'une région (urbaine/rurale) à une autre.

1.1. Modalités de financement des collectivités locales

Dans les pays de l'UEMOA, l'esprit de partage financier entre les collectivités locales (CL) est plus apparent sur le plan juridique que dans les faits. Dans les États comme au sein de l'espace UEMOA¹, plusieurs textes juridiques sont adoptés visant la création et l'opérationnalisation des services financiers décentralisés mais leur mise en application pose de sérieux problèmes de ressources et autres moyens adéquats pour leur fonctionnement. Des changements substantiels ont été observés dans les textes. Ainsi au Mali, la loi N°2011/036 du 15 juillet 2011 modifiée relative aux ressources fiscales des communes et des régions a été adoptée. Au Sénégal, l'article 185 du code des CT prévoit les moyens pour la mobilisation des ressources par les CT. Il en est de même au Burkina Faso à travers l'article 110 du code des CT. Au Bénin à la suite des réformes de l'administration communale, la loi N°2021-14 du 20 décembre 2021 portant code de l'administration territoriale a été adoptée avec en son sein des mesures favorisant le financement des collectivités locales. Ces différentes dispositions révèlent plusieurs catégories d'acteurs favorisant la mobilisation du financement local. Il s'agit (i) des contribuables qui paient l'impôt et les taxes, (ii) l'État à travers les transferts financiers, dotations et autres, (iii) les emprunts ou le financement par le marché limité à certaines communes particulières des pays comme le Sénégal, la Côte d'Ivoire et le Bénin, (iv) les taxes de développement local qui s'appliquent dans certains pays de l'UEMOA comme le Bénin, le Mali.

Au Cameroun qui n'appartient pas à l'espace UEMOA, la décentralisation est financée par les dotations budgétaires. C'est la loi N° 2004/017 du 22 juillet 2004 portant orientation de la décentralisation qui fixe les règles générales en matière de décentralisation du territoire. L'article 23 de la loi susvisée crée la Dotation Générale de la Décentralisation (DGD) qui est destinée à son financement. La loi de Finances, selon cet article, fixe chaque année sur proposition du gouvernement la fraction des recettes de l'État affectée à la DGD (Nkoudou Bengono et al., 2023).

Tableau 1 : Part des recettes propres dans les recettes globales des CL de l'espace UEMOA (moyenne 2003-2022)

	Recettes globales en millions de FCFA	Recettes propres (fiscales + exploitations) en millions de FCFA	Recettes propres/ recettes globales (en %)
Bénin	68 627	32 387	47,19
Burkina Faso	134 730	42 240	31,35
Côte d'Ivoire	203 819	136 142	66,80
Guinée-Bissau	1386	1287	92,91
Mali	222 766	64 685	29,04
Niger	31 823	17 864	56,13
Sénégal	198 026	93 309	47,12
Togo	17 941	14 376	80,13
Total	879 744	346 505	39,42

Source : UEMOA /CONAFIL-Ministères de la Décentralisation et calcul des auteurs, 2025.

Les données de 2022 ne sont pas encore disponibles au niveau de l'UEMOA. Ce sont les données de la CONAFIL et des ministères en charge de la Décentralisation de chaque pays qui sont ici utilisées.

¹ Texte n°01/2011/cm/UEMOA/ du 24 juin 2011 portant régime financier des CL.

1.2. Poids des ressources propres dans les ressources globales des collectivités locales dans les pays de l'UEMOA

Si les ressources propres (RP) représentent en moyenne 39,4 % des recettes globales des CL au cours de la période 2003-2022, il existe des différences sensibles selon les pays, comme l'illustre le Tableau 1 pour les huit pays de l'UEMOA. La Guinée-Bissau vient en tête avec une part de près de 93 %, mais les ressources des CL sont dans ce pays d'un montant très faible. La part des RP est élevée pour le Togo (80,1 %) suivi de la Côte d'Ivoire (66,8 %) et le Niger (56,1 %). Dans ces pays, les ressources propres constituent la principale source de financement des CL. Le Burkina Faso (31,3 %) et le Mali (29 %) sont nettement en deçà de la moyenne régionale.

2. RECENSION DE LA LITTÉRATURE

Cette section propose une revue de la littérature théorique et empirique relative à la décentralisation financière et ses effets sur la croissance économique, en mettant l'accent sur le rôle des caractéristiques institutionnelles.

2.1. Décentralisation, gouvernance locale et corruption

Parallèlement à la décentralisation, un élément clé de la croissance économique, reconnu aujourd'hui dans de nombreux travaux, est l'amélioration du cadre institutionnel comme la gouvernance, le contrôle de la corruption, l'environnement des affaires, etc.

D'après Limi (2005), si la décentralisation permet une plus grande efficacité dans la fourniture des services publics, elle peut être un vecteur de croissance économique. Toutefois, ajoutent Commander et Nikoloski (2010), l'impact des institutions sur la croissance est susceptible de n'agir que progressivement. Mettre en œuvre la décentralisation suppose au préalable une réelle déconcentration des administrations d'État, faute de quoi aucun dialogue n'est possible entre les élus locaux, détenteurs des nouvelles compétences, et les fonctionnaires chargés de veiller à l'application des principes du service public (Greffé, 2005 ; Liégeois, 2008).

La théorie sur la décentralisation financière comprend deux grands volets. Le premier volet part du principe que l'État central est bienveillant (Oates, 1972). Le deuxième volet reconnaît que les autorités centrales ne maximisent pas toujours le bien-être de leurs administrés (Weingast, 1995 ; Seabright, 1996 ; McKinnon, 1997 ; Tommasi et Weinschelbaum, 2007).

Ainsi, la corruption crée un climat de méfiance à l'égard des fonctionnaires, un détournement improductif et une source d'incertitude dans les activités commerciales ; ses effets négatifs touchant particulièrement les petites entreprises (Giannetti et al., 2021) et les inégalités de revenu (Gupta et al., 2002).

Shleifer et Vishny (1993) soulignent que la décentralisation peut entraîner un manque de coordination entre les fonctionnaires en raison de la plus grande dispersion des pouvoirs décisionnels du gouvernement. Cela peut amener les fonctionnaires locaux à solliciter des pots-de-vin dans le cadre d'un comportement de recherche de rente. En outre, ils indiquent que les gouvernements locaux pourraient être contraints de s'appuyer sur des fonctionnaires peu qualifiés et potentiellement corrompus, car les rémunérations pour travailler au sein du

gouvernement central sont généralement plus élevées. Dans le même ordre d'idées, Triesman (2000) et Fan et al. (2009) montrent qu'une augmentation de la taille de l'administration, susceptible d'accompagner la décentralisation, peut conduire à un niveau de corruption plus élevé.

Lessmann et Markwardt (2010) constatent que la décentralisation ne contribue à réduire la corruption que lorsqu'un contrôle efficace est mis en place. Gerring et Thacker (2004) affirment que les « systèmes unitaires et parlementaires » sont plus propices à la réduction de la corruption.

Des chercheurs soutiennent que le transfert de pouvoirs aux niveaux inférieurs pourrait conduire à la mainmise des élites sur les gouvernements locaux qui peuvent mobiliser des ressources à leur profit (Bardhan et Mookherjee, 2000 ; Lucas, 2016). En outre, la corruption tend à se développer lorsque les politiciens se livrent au clientélisme, cherchant à rester au pouvoir en offrant des incitations matérielles à leurs électeurs. On peut ajouter que les sanctions pour corruption, s'il y a, peuvent avoir des effets limités car les souvenirs s'estompent à mesure que les politiciens consolident leur pouvoir et qu'il devient difficile de les destituer (Bicchieri et Duffy, 1997).

À l'opposé, d'autres chercheurs ont souligné la capacité de la décentralisation à renforcer la responsabilité des gouvernements locaux en tant que force de lutte contre la corruption (Seabright, 1996 ; Weingast, 1995). Lockwood (2005) postule que la décentralisation permet d'améliorer la responsabilité locale.

Arikan (2004) examine la relation entre décentralisation et corruption dans un cadre de concurrence fiscale. Elle constate que, lorsque les juridictions tentent de réduire la fuite des capitaux en baissant les impôts, la corruption devient moins lucrative. Elle suggère également que lorsque plusieurs candidats sont en concurrence pour remporter un mandat, la corruption est moins importante dans un contexte de décentralisation (Albornoz et Cabrale, 2013). Plusieurs autres articles ont montré une relation inverse entre la décentralisation financière et la corruption (Fisman et Gatti, 2000 ; Ivanyina et Shah, 2012).

Toutefois, Alfada (2019) examine les causes de la corruption en Indonésie et constate qu'un degré plus élevé de décentralisation des dépenses entraîne une augmentation du nombre de cas de corruption.

En outre, il est plausible que la corruption s'étende géographiquement lorsque des régions voisines connaissent un degré d'échanges économiques, politiques et socioculturels relativement élevé (Borsky et Kalkschmied, 2019). Si le niveau d'interdépendance est important, la décentralisation seule pourrait ne pas produire des résultats efficaces. Toutefois, si l'on considère des juridictions hétérogènes, la décentralisation peut être porteuse, dans la mesure où un gouvernement central doté de pouvoirs pourrait agir et surallouer ou sous-allouer les ressources pour lutter contre la corruption (Villalonga, 2018).

Shrestha Kshitiz et al. (2021) examinent comment la corruption prend forme en présence d'élections locales et de la structure organisationnelle des partis nationaux. Ils soutiennent que la corruption sera moindre lorsque les gouvernements locaux sont plus responsables et plus transparents envers leurs électeurs.

La décentralisation des dépenses peut être plus efficace parce que les gouvernements locaux ont une meilleure information de proximité par rapport aux représentants de l'administration centrale, et donc peuvent mieux satisfaire les préférences des contribuables en matière de services publics (Samuelson, 1954 ; Oates, 1972, 1993 ; Bird et Vaillancourt, 1999, Bartolini et al., 2016).

Ensuite, la décentralisation sur le plan budgétaire accroît la responsabilité et la transparence dans la prestation des biens publics. De Mello (2010) montre que l'augmentation du capital social – défini comme la confiance dans le gouvernement, la coopération civique et l'activité associative – est positivement corrélée avec la décentralisation financière. La décentralisation assure plus de souplesse dans la gestion des territoires et garantit mieux l'adaptation des décisions administratives aux contingences locales.

Enfin, sachant que les recettes locales seront directement affectées à des besoins locaux, les contribuables sont plus disposés à coopérer avec les gouvernements responsables (Wasylenko, 1987). Pour Mabi Mulumba (2009), la décentralisation est un facteur de développement de l'esprit civique et public du citoyen car il est plus directement concerné par la gestion de la chose publique.

2.2. Les effets de la décentralisation sur la croissance économique

Les études empiriques qui analysent l'impact des facteurs institutionnels comme la décentralisation sur la croissance économique sont relativement récentes. Si les études suggèrent des effets généralement positifs de la décentralisation, il est difficile d'en tirer des enseignements concluants, selon les méthodes d'estimation, la spécification des modèles et les pays considérés.

Pour Sima Liang et Qingjie (2023), la décentralisation est considérée comme un outil essentiel pour stimuler la croissance économique. En se basant sur la spécificité des pays développés et en développement et sur les données transversales de 23 pays africains et de l'OCDE, les auteurs ont utilisé différentes méthodes d'estimation pour éviter les biais d'endogénéité. Les résultats en utilisant la méthode 2SLS indiquent des impacts positifs significatifs de la décentralisation des dépenses et de la décentralisation des recettes sur le PIB par habitant, valables à la fois pour les pays développés et en développement, avec un effet légèrement plus marqué pour ces derniers.

Dans le même ordre d'idées, Canavire-Bacarreza, Martinez-Vázquez et Yedgenov (2020) mettent en relation la décentralisation financière et la croissance économique en considérant le problème d'endogénéité découlant de la causalité inverse et des facteurs non observés qui ont pu entacher les résultats dans la littérature sur ce sujet. Leur approche utilise l'indice de fragmentation géographique et la taille du pays comme variables instrumentales, qui sont d'après eux des caractéristiques de base de la décentralisation financière. Les auteurs constatent que les deux instruments sont effectivement valides dans la première étape de l'estimation et qu'une augmentation des dépenses ou des parts de recettes infranationales permet une hausse du PIB par habitant.

Par ailleurs, dans douze pays d'Amérique, Bojanic (2018) analyse l'impact de la décentralisation financière sur la croissance économique, l'inflation et les inégalités de revenu à travers les coefficients de Gini. En adoptant les méthodes de régression des moindres carrés généralisés (GLS) et des variables instrumentales, ses résultats suggèrent que la décentralisation des recettes a un effet négatif sur la croissance

économique et la décentralisation des dépenses a un effet positif dans les pays en développement du continent américain. En ce qui concerne l'impact sur les inégalités de revenus, les résultats indiquent que la décentralisation financière peut jouer un rôle important dans la réduction de celles-ci, en particulier du côté des recettes, mais lorsque la décentralisation est analysée uniquement dans les pays en développement des Amériques, elle accentue plutôt qu'elle n'atténue les inégalités de revenus.

3. MÉTHODOLOGIE

Cette section présente le modèle économétrique, les données et mesures des variables ainsi que la stratégie économétrique utilisée.

3.1. Le modèle économétrique

En nous inspirant de la littérature économique (Barro, 1991 ; Fisman & Gatti, 2002 ; Oates, 1972 ; Davoodi & Zou, 1998...), et en tenant compte de la disponibilité des séries statistiques pour l'ensemble des pays de l'UEMOA et sur la période 2003-2022 considérée, le modèle que nous retenons prend la forme suivante :

$$g_{it} = \alpha g_{i,t-1} + \beta_0 DF_{it} + \beta_1 invp_{it} + \beta_2 ide_{it} + \beta_3 tbasp_{it} + \beta_4 Corru_{it} + \beta_5 (DF_{it} * Corru_{it}) + \beta_6 + u_i + v_t + \varepsilon_{it}$$

Dans cette spécification, la variable dépendante est le taux de croissance du PIB réel par habitant, noté g_{it} . L'indice i renvoie au pays et t à la période considérée. La variable $g_{i,t-1}$ désigne le taux de croissance retardé d'une période, introduit pour capturer les effets persistants dans le temps des variables explicatives. Le terme μ_i représente les effets spécifiques propres à chaque pays, non observés mais constants dans le temps (effets fixes individuels). Le terme v_t capte quant à lui les effets temporels communs à l'ensemble des pays, comme des chocs macroéconomiques globaux. Enfin, ε_{it} correspond au terme d'erreur idiosyncratique, supposé résiduel et non corrélé avec les variables explicatives. Deux équations sont retenues, l'une où DF est défini par $DFRec_{it}$, l'autre par $DFDep_{it}$.

Les variables explicatives incluent, outre la décentralisation des recettes et la décentralisation des dépenses, un indicateur de corruption ($Corru$) qui peut agir sur g directement ou en lien avec DF , le taux de croissance des investissements privés ($invp$) et des investissements directs étrangers (ide) et le taux brut de scolarisation au primaire ($tbasp$). Les faibles corrélations observées entre $invp$, ide et $tbasp$ (voir la matrice de corrélation donnée en annexe) limitent les risques de multicollinéarité et justifient le recours au modèle économétrique retenu.

3.2. Définition des variables explicatives

La variable d'intérêt : décentralisation des recettes et décentralisation des dépenses

Nous mobilisons la décentralisation financière (DF) sous deux dimensions complémentaires. D'une part la décentralisation des recettes ($DFRec$) appréhendée à travers la part des recettes propres des CL (provinces, régions, communes, etc.) dans l'ensemble des recettes publiques totales, et d'autre part la décentralisation des dépenses ($DFDep$) mesurée symétriquement en considérant la part des dépenses des entités infranationales dans les dépenses publiques totales. Ces deux indicateurs s'inscrivent dans la continuité des mesures couramment utilisées dans la littérature pour évaluer le degré de décentralisation financière (Hounmenou et Degbedji, 2021 ; Nkoudou Bengono et al., 2023).

La décentralisation des recettes permet aux CL de disposer de ressources financières propres ou transférées, renforçant ainsi leur autonomie budgétaire et leur capacité à financer des investissements adaptés aux besoins spécifiques de la population locale. La décentralisation des dépenses, quant à elle, offre la possibilité d'allouer les ressources publiques en fonction des priorités sectorielles locales notamment les infrastructures, la santé ou l'éducation. Cette proximité dans la prise de décision améliore potentiellement l'efficacité de la dépense publique et renforce son effet sur la croissance économique (Oates, 1972 ; Dedehouanou et al., 2015).

Les variables de contrôle : taux brut de scolarisation au primaire, investissement privé, investissements directs étrangers, corruption

La littérature a montré que le taux de croissance du PIB par habitant peut être lié non seulement à la dynamique des facteurs de production [accumulation du capital (investissements privés et investissements directs étrangers) et du capital humain], mais également à l'environnement institutionnel, notamment le contrôle de la corruption.

Tableau 2 : Liste des variables retenues et sources

Variables	Définition et mode de calcul	Source
Décentralisation financière des recettes (DFRec)	Part des recettes propres des entités infranationales (provinces, régions, communes...) dans les recettes publiques totales (Recettes propres/Recettes publiques totales)	UEMOA/CONAFIL Rapports ministériels Cour Suprême des différents pays
Décentralisation financière des dépenses (DFDep)	Part des dépenses d'investissement des entités infranationales dans les dépenses publiques totales (Dépenses d'investissements/Dépenses publiques totales)	
Corruption (Corru)	Indice de perception de la corruption calculé sur la base de 13 indicateurs composites auprès des experts et chefs d'entreprises et dont le score varie de 0 à 100	Transparency International
Taux de croissance du PIB par habitant (g)	Variation annuelle du produit intérieur brut (PIB) réel par habitant d'un pays	BCEAO
Taux de croissance de l'investissement privé (invp)	Variation annuelle du volume total de l'investissement privé dans un pays	BCEAO
Taux de croissance des IDE (ide)	Variation annuelle des flux d'IDE entrants dans un pays	BCEAO
Taux brut de scolarisation au primaire (tbasp)	Nombre d'enfants scolarisés dans le primaire rapporté au nombre total d'enfants en âge de fréquenter l'école primaire au cours d'une année	BCEAO

Source : Auteurs.

Le taux brut de scolarisation au primaire (tbasp). L'utilisation du taux brut de scolarisation au primaire paraît particulièrement pertinente dans les économies à faible niveau de développement, où l'enseignement primaire constitue le principal niveau de formation de la majorité de la population active. Les travaux de Psacharopoulos et Patrinos (2004) montrent que les rendements économiques de l'éducation primaire y sont souvent plus élevés que ceux des niveaux secondaire et supérieur, ce qui conforte le choix de cet indicateur pour expliquer la croissance économique. Par ailleurs, en intégrant les élèves hors âge officiel, le taux brut de scolarisation permet de mieux appréhender les réalités institutionnelles des systèmes éducatifs caractérisés par des entrées tardives et des redoublements.

L'investissement privé (invp). Le taux de croissance de l'investissement privé tient un rôle central dans le processus d'accumulation du capital et la croissance économique. Parallèlement, le taux de croissance des *investissements directs étrangers (ide)* est aussi retenu comme variable explicative.

Les indicateurs de gouvernance : le degré de corruption (Corru). Il provient d'un indice composite fondé sur treize indicateurs, mesuré auprès d'experts et de chefs d'entreprise par Transparency International. Dans cette étude, cet indicateur est retenu à la fois de manière directe pour impacter la croissance et en interaction avec les variables de décentralisation financière, afin d'examiner si la corruption au sein des CL influe sur l'efficacité de la décentralisation (Arikan, 2004 ; Shrestha et al., 2023 ; Fisman & Gatti, 2002).

Le tableau 2 recense les différentes variables retenues, précise leur définition et leur source.

Les données provenant des pays de l'UEMOA ont pu être collectées en conséquence sur la période 2003-2022. Le tableau 3 présente les statistiques descriptives des variables de l'étude.

Tableau 3 : Statistiques descriptives des variables

Variable	Obs	Mean	Std. Dev	Min	Max
g (%)	160	2,12	12,91	-90,84	13,24
DFRec (%)	160	0,36	0,77	0,295	1,315
DFDep (%)	160	1,88	0,11	1,430	2,351
Corru (indice)	160	30,55	7,20	16	45
invp (%)	160	0,26	1,96	-0,99	23,5
ide (%)	160	0,51	2,23	-0,96	1475
tbsp (%)	160	87,49	30,69	1,84	146,96

Source : Auteurs.

3.3. Stratégie économétrique

Pour estimer le modèle retenu, nous utilisons la méthode des moments généralisés en système (GMM-S) en deux étapes. Le choix de cette méthode repose sur plusieurs considérations qui en font l'approche la plus appropriée pour analyser les données de panel dynamique.

Premièrement, le GMM-S est particulièrement efficace pour traiter l'endogénéité des variables explicatives, un problème récurrent dans les modèles de croissance. L'endogénéité peut résulter de la simultanéité entre la croissance et certains déterminants, de la causalité inverse ou de variables omises susceptibles de biaiser les estimateurs obtenus par les méthodes classiques telles que les moindres carrés ordinaires (MCO) ou les modèles à effets fixes (Arellano & Bond, 1991 ; Blundell & Bond, 1998). En utilisant les valeurs retardées des variables endogènes comme instruments, le GMM-S permet de générer des estimateurs consistants et asymptotiquement efficaces tout en corrigeant le biais dynamique introduit par les régresseurs retardés dans les panels courts. Deuxièmement, le GMM-S combine l'estimation de deux équations complémentaires. L'équation en différences premières élimine les effets individuels inobservés en soustrayant les valeurs

passées, tandis que l'équation en niveau utilise les différences retardées comme instruments pour améliorer l'efficacité de l'estimation (Blundell & Bond, 1998). Cette double instrumentation, propre au GMM-S, permet de maximiser l'information contenue dans les données et de réduire le problème de sur-identification que rencontrent souvent les GMM en différences simples. Troisièmement, la méthode en deux étapes, combinée à une correction de la matrice de variance-covariance (Windmeijer, 2005), prend en compte l'hétéroscédasticité et la corrélation intra-groupe des erreurs, garantissant des estimateurs robustes même en présence d'erreurs non indépendantes au sein des unités de panel. Ceci est particulièrement pertinent pour l'analyse de la croissance économique, où les chocs macroéconomiques ou institutionnels peuvent affecter simultanément plusieurs périodes au sein d'un même pays ou région.

Enfin, le GMM-S est adapté pour les panels caractérisés par un nombre très différent d'unités transversales et de périodes. Il permet de contrôler simultanément les effets fixes, la dynamique temporelle et l'endogénéité des variables explicatives, tout en offrant une flexibilité méthodologique pour tester la validité des instruments via les tests d'autocorrélation des résidus AR(1) et AR(2) et le test de Hansen/Sargan pour la sur-identification des instruments. En conséquence, même si d'autres méthodes sont possibles, le GMM-S nous paraît constituer une méthode économétrique appropriée pour estimer l'effet des facteurs institutionnels, notamment la décentralisation et la corruption sur le taux de croissance du PIB par habitant dans un cadre dynamique.

4. RÉSULTATS ET DISCUSSIONS

Les résultats des estimations économétriques sont présentés dans le tableau 4. Deux spécifications sont distinguées : (i) le modèle basé sur la décentralisation des recettes (*DFRec*) et (ii) le modèle fondé sur la décentralisation des dépenses (*DFDep*) permettant d'analyser séparément l'effet de chacune des dimensions de la décentralisation financière sur la croissance économique. Deux équations sont proposées dans chacun des deux cas, où la corruption joue ou non en interaction avec d'une part *DFRec* [colonnes (1) et (2)] et d'autre part avec *DFDep* [colonnes (3) et (4)].

Les résultats présentés dans le tableau 4 montrent que, pour l'ensemble des estimations en GMM-S, les tests d'autocorrélation indiquent la présence d'un effet AR (1) dans les résidus et l'absence d'un effet AR (2). Cette configuration est conforme aux attentes théoriques des modèles dynamiques en panel : l'autocorrélation de premier ordre est normale en présence de la variable retardée, tandis que l'absence d'autocorrélation de second ordre confirme la validité des conditions d'exogénéité des instruments.

Par ailleurs, l'indice Kaiser-Meyer-Olkin (KMO), supérieur à 84 %, atteste d'une bonne adéquation de l'échantillonnage et d'une qualité satisfaisante des corrélations entre les variables incluses dans l'analyse. De plus, les tests de sur-identification de Sargan et/ou de Hansen valident le choix et la pertinence des instruments utilisés dans le cadre du GMM-S.

Que ce soit dans le modèle relatif à la décentralisation des recettes (équations 1 et 2) ou dans celui de la décentralisation des dépenses (équations 3 et 4), les estimations mettent en évidence un effet positif et statistiquement significatif de la

décentralisation financière sur la croissance économique. Ces résultats suggèrent que la décentralisation financière peut constituer un levier important de croissance dans les pays de l'UEMOA en général. Cependant, cet effet positif est atténué lorsque la corruption est prise en compte (équations 2 et 4). L'interaction entre la décentralisation financière et la corruption révèle que les pratiques corruptives au sein des collectivités locales peuvent réduire, voire inhiber, les gains potentiels de la décentralisation. Ces résultats retrouvent les conclusions d'Alfada (2019) en Indonésie, selon lesquelles la décentralisation peut accroître les opportunités de corruption au niveau local lorsque les mécanismes de contrôle et de transparence sont insuffisants. Dans ce contexte, une mobilisation des ressources locales ou une gestion des dépenses publiques faiblement encadrées peuvent favoriser les détournements, dégrader la qualité des investissements publics et, in fine, freiner la croissance économique. Ce résultat rejoint ceux de Fisman et Gatti (2000), Lessmann et Markwardt (2010) et de Ivanyna et Shah (2012), qui montrent que la décentralisation pour lutter contre la corruption doit s'accompagner de dispositifs institutionnels solides. En l'absence de telles garanties, la décentralisation peut au contraire favoriser l'émergence de comportements opportunistes au niveau local.

**Tableau 4. Résultats des estimations (GMM en système)
pour le modèle des recettes et des dépenses**

	Modèle de recettes		Modèle de dépenses	
	(1)	(2)	(3)	(4)
g _{it-1}	0.2281*** (0.028)	0.1817** (0.076)	0.322*** (0.099)	0.345*** (0.089)
invp	1.432*** (0.047)	0.897*** (0.061)	0.883*** (0.001)	0.124*** (0.019)
ide	0.830*** (0.140)	10.765*** (0.033)	2.579*** (0.241)	9.032*** (0.099)
Tbsp	0.142 (0.098)	0.1256** (0.050)	0.146* (0.077)	0.151** (0.069)
DFRec	0.572*** (0.006)	0.435*** (0.036)		
DFDep			0.172*** (0.020)	4.657*** (0.011)
Corru	-0.046 (0.078)	-3.692*** (0.098)	-0.120 (0.083)	-4.467*** (0.092)
DFRec*corru		-0.189*** (0.027)		
DFDep*corru				-0.135*** (0.011)
Constante	0.175*** (0.038)	1.243*** (0.078)	7.296*** (0.048)	1.502*** (0.086)
AR(1) : p-value	0.052	0.035	0.0012	0.0035
AR(2) : p-value	0.286	0.405	0.202	0.457
Hansen : p-value	0.145	0.162	0.141	0.175
Sargan : p-value	0.000	0.000	0.000	0.000
Nbre d'instruments	11	12	11	12
Observations	152	152	152	152
Nombre de pays	8	8	8	8
Kaiser-Meyer	0.84	0.87	0.84	0.87

Écarts-types entre parenthèses. Significativité au seuil de *** $p < 0.01$, ** $p < 0.05$, * $p < 0.10$.
152 observations réunissant 19 années et 8 pays. Source : Auteurs.

Il faut d'ailleurs noter que les estimations indiquent que de manière générale la corruption exerce un effet négatif et significatif sur le taux de croissance du PIB, particulièrement dans les spécifications (2) et (4) à travers son effet croisé avec *DFRec* et *DFDep*.

Par ailleurs, les résultats montrent que la hausse des investissements privés a un effet positif et significatif sur la croissance économique dans toutes les spécifications. Avec l'autonomie budgétaire accrue des collectivités locales, la décentralisation peut donc permettre la fourniture d'infrastructures et de services publics locaux qui complètent le capital privé et peuvent en améliorer la productivité. Les estimations révèlent aussi que les investissements directs étrangers (*ide*) exercent un effet positif et significatif sur la croissance économique. L'afflux de capitaux étrangers contribue à l'accumulation du capital productif et à la croissance économique dans les pays de l'UEMOA, et d'autant plus s'il est favorisé par des dépenses et des recettes locales efficaces, peu entachées par des faits de corruption.

Enfin, le taux brut de scolarisation au primaire exerce un certain effet positif et significatif (au seuil de 5 %) sur la croissance économique, dans les spécifications (2) et (4) notamment. L'élévation du capital humain a d'autant plus d'effet en présence de dépenses publiques et d'infrastructures efficaces au niveau local.

Dans l'ensemble, les résultats suggèrent que la décentralisation financière constitue un instrument potentiellement efficace de promotion de la croissance économique dans les pays de l'UEMOA, à condition que les autorités locales assument pleinement les responsabilités qui leur sont confiées. En l'absence d'une gestion rigoureuse, transparente et encadrée par des mécanismes de contrôle solides, les effets bénéfiques de la décentralisation peuvent être compromis par la corruption et la mauvaise allocation des ressources qui s'ensuit.

CONCLUSION

L'analyse des effets de la décentralisation financière sur la croissance économique dans les pays de l'UEMOA, réalisée à l'aide de l'approche GMM-S, met en évidence un effet positif et significatif de la décentralisation sur la croissance du PIB. Ces résultats soulignent que la décentralisation financière peut stimuler le développement économique, notamment en améliorant l'offre de services publics et en renforçant l'efficacité des investissements. Toutefois, cet effet est atténué voire altéré par la corruption, qui limite l'utilisation efficace des ressources locales et souligne l'importance de mécanismes de contrôle et de gouvernance.

Pour améliorer la décentralisation financière dans les pays de l'UEMOA et contribuer à la croissance économique, il est donc important de lutter contre la corruption. Ceci passe par l'amélioration du cadre juridique actuel où des textes doivent définir clairement les actions de lutte contre la corruption des élus locaux, le renforcement des capacités de gestion des finances des collectivités locales et la mise en place de politiques et de stratégies de financement opérationnelles des administrations décentralisées.

Il faut toutefois noter que cette étude présente des limites liées à l'hétérogénéité des sources avec leurs retards de publication et aux différences dans les modalités

de mise en œuvre de la décentralisation entre les pays. L'étude est aussi restée à un stade très global d'analyse.

En termes de recherches futures, et afin d'approfondir davantage le lien entre la décentralisation financière et la croissance économique dans l'UEMOA, il serait important de considérer une désagrégation des recettes et des dépenses des collectivités locales et de la nature des investissements selon les pays. En outre, d'autres méthodes pourraient être utilisées permettant d'évaluer les effets de seuil potentiels afin de cerner les effets non linéaires sur la croissance de la décentralisation financière dans les pays de l'UEMOA et comparés à d'autres pays d'Afrique subsaharienne.

REFERENCES

- Agwu, O. E., Okon, A. N., & Udoh, F. D.** (2015). A Comparative Study of Diesel Oil and Soybean Oil as Oil-Based Drilling Mud. *Journal of Petroleum Engineering*, 2015(1), 828451.
- Alfada, A.** (2019). Does fiscal decentralization encourage corruption in local governments? Evidence from Indonesia. *Journal of Risk and Financial Management*, Vol 12(3), 1-14.
- Albornoz, F., & Cabrales, A.** (2013). Decentralization, political competition and corruption. *Journal of Development Economics*, 103-111.
- Alesina, A., & Summers, L. H.** (1993). Central bank independence and macroeconomic performance: some comparative evidence. *Journal of Money, credit and Banking*, 25(2), 151-162.
- Arikan, G.** (2004). Fiscal decentralization: A remedy for corruption. *International Tax and Public Finance*, 175-195.
- Bardhan, P., & Mookherjee, D.** (2000). Capture and Governance at Local and National Levels. *American Economic Review*, 135-139
- Barro, R. J.** (1991). A cross-country study of growth, saving, and government. In B. D. Bernheim and J. B. Shoven (ed.), *National saving and economic performance* (pp. 271-304). University of Chicago Press.
- Bartolini, D., Stossberg, S., & Blöchliger, H.** (2016). Fiscal decentralisation and regional disparities, OECD Economics Department Working Papers No. 1330.
- Bicchieri, C., & Duffy, J.** (1997). Corruption cycles. *Political Studies*, 477-495
- Bird, R. M.** (1999). *Rethinking subnational taxes: A new look at tax assignment*. International Monetary Fund.
- Borsky, S., & Kalkschmied, K.** (2019). Corruption in space: A closer look at the world's subnation. *European Journal of Political Economy*, 400-422.
- Bojanic, A. N.** (2018). The impact of fiscal decentralization on growth, inflation and inequality in the Americas. *Cepal Review*, 2018(124), 57-77.
- Boschma, R. A., & Martin, R. L. (Eds.).** (2010). *The handbook of evolutionary economic geography*. Edward Elgar Publishing.
- Borensztein, E., De Gregorio, J., & Lee, J. W.** (1998). How does foreign direct investment affect economic growth?. *Journal of international Economics*, 45(1), 115-135.
- Canavire-Bacarreza, G., Martinez-Vazquez, J., & Yedgenov, B.** (2020). Identifying and disentangling the impact of fiscal decentralization on economic growth. *World Development*, 127, 104742.
- Commander, S., & Nikoloski, Z.** (2010). Institutions and economic performance: Why is so little explained?. International Policy Center (IPC) - Working Paper Series.
- De Mello, L.** (2010). Fiscal Decentralisation and Public Investment: The Experience of Latin America. OECD Economics Department Working Papers No. 824.

- Dedehouanou, G. M. A & Amoussouga, F. G.** (2015). Essai sur la décentralisation financière et l'accès aux services sociaux de base au Bénin. *Revue d'Analyse des politiques économiques et financières*, 1(1), 7-40.
- Diakhite, S., & Fall, A. N.** (2024). Effets de la décentralisation fiscale sur la croissance économique au Sénégal : Une approche par la méthode ARDL. *La Revue Internationale des Économistes de Langue Française*, 9(2).
- Fan, C., Lin, C., & Treisman, D.** (2009). Political decentralization and corruption: Evidence from around the world. *Journal of Public Economics*, 14-34.
- Fisman, R., & Gatti, R.** (2002). Decentralization and corruption: Evidence across countries. *Journal of Public Economics*, 325-345.
- Gerring, J., & Thacker, S. C.** (2004). Political institutions and corruption: The Role of unitarism and parliamentarism. *British Journal of Science*, 295-330.
- Giannetti, M., Liao, G., You, J., & Yu, X.** (2021). The externalities of corruption: Evidence from entrepreneurial firms in China. *Review of Finance*, 25(3), 629-667.
- Gupta, S., Davondi, H., & Alonso-Terme, R.** (2002). Does corruption affect income inequality and poverty? *Economics of Governance*, 23-45.
- Grefe, X.** (2005). L'Acte I de la décentralisation. Chap. 1 dans X. Grefe, *La décentralisation*, Repères, La Découverte.
- Hankla, C. R.** (2009). When is fiscal decentralization good for governance? *Publius: The Journal of Federalism*, 39(4), 632-650.
- Hounmenou, B. G., & Degbedji, F. D.** (2021). Impact of own resources on municipalities' investments expenditures in Benin. *International Journal of Development Issues*, 20(3), 393-416.
- Ivanyna, M., & Shah, A.** (2012). How close is your government to its people? Worldwide indicators on localization and decentralization. *Worldwide Indicators on Localization and Decentralization (July 1, 2012)*. World Bank Policy Research Working Paper, 6138.
- Khendek, S., & Bouche, F. Z.** (2017). La place de la théorie néo-institutionnelle dans les théories de la croissance économique. *Journal of Economics Studies and Researches in Renewables Energies*, 4(1), 454-481.
- Lessmann, C., & Markwardt, G.** (2010). One size fits all? Decentralization, corruption, and the monitoring of bureaucrats. *World Development*, 631-646.
- Liégeois, M.** (2008). *La décentralisation en RD Congo : enjeux et défis*. Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP).
- Limi, A.** (2005). Decentralization and economic growth revisited: an empirical note. *Journal of Urban economics*, 57(3), 449-461.
- Lucas, A.** (2016). Elite capture and corruption in two villages in Bengkulu Province, Sumatra. *Human Ecology*, 44, 287-300.
- Lockwood, B.** (2005). Fiscal decentralization: A political economy perspective. Warwick Economic Research Papers n° 721.
- Masaki, T.** (2018). The impact of intergovernmental transfers on local revenue generation in Sub-Saharan Africa: Evidence from Tanzania. *World Development*, 106, 173-186.
- Mabi Mulumba, E.** (2009). Décentralisation et problématique de la fiscalité. *Congo-Afrique*, 432, 126-134.
- McKinnon, R. I., & Pill, H.** (1997). Credible economic liberalizations and overborrowing. *The American Economic Review*, 87(2), 189-193.
- Musgrave, R. A.** (1959). Taxes and the Budget. *Challenge*, 8(2), 18-22.
- Mo, P. H.** (2001). Corruption and economic growth. *Journal of comparative economics*, 29(1), 66-79.
- Nach Mback, C.** (2003). *Démocratisation et décentralisation : Genèse et dynamiques comparées des processus de décentralisation en Afrique subsaharienne*, Karthala.

- Nkoudou Bengono, J. R., Ngah, B. E., & Onana, S. P.** (2023). Effets des transferts intergouvernementaux sur la mobilisation des recettes publiques locales : cas des communes camerounaises. *Région et Développement*, 58, 83-101.
- North, D. C.** (1990). A transaction cost theory of politics. *Journal of theoretical politics*, 2(4), 355-367.
- Oates, W. E.** (1972). *Fiscal federalism*. Harcourt Brace Jovanovich, New York.
- Otando, G.** (2011). Institutions, gouvernance et développement économique : problèmes, réformes et orientation de l'économie gabonaise. *Marché et organisations*, 14(2), 129-166.
- Pesaran, M. H., & Shin, Y.** (1995). *An autoregressive distributed lag modelling approach to cointegration analysis* (Vol. 9514, pp. 371-413). University of Cambridge, UK.
- Psacharopoulos, G., & Patrinos, H. A.** (2004). Returns to investment in education: a further update. *Education economics*, 12(2), 111-134.
- Reiter, R., & Kuhlmann, S.** (2016). Decentralization of the French welfare state: from 'big bang' to 'muddling through'. *International Review of Administrative Sciences*, 82(2), 255-272.
- Rodden, J.** (2002). The dilemma of fiscal federalism: Grants and fiscal performance around the world. *American Journal of Political Science*, 670-687.
- Sawadogo, R. A., & Ouedraouo, K. D.** (2001). *L'état africain face à la décentralisation : la chaussure sur la tête*. Karthala Editions.
- Samuelson, P. A.** (1954). The transfer problem and transport costs, II: Analysis of effects of trade impediments. *The Economic Journal*, 64(254), 264-289.
- Seabright, P.** (1996). Accountability and decentralization in government: An incomplete contracts model. *European Economic Review*, 61-89.
- Shah, A., & Thompson, T.** (2004). Implementing decentralized local governance: a treacherous road with potholes, detours, and road closures, Policy Research Working Paper No.3353, World Bank.
- Shleifer, A., & Vishny, R. W.** (1993). Corruption. *The Quarterly Journal of Economics*, 599-617.
- Shresta, K, Martinez-Vasquez, J. & Hankla, C.** (2021), Political Decentralization and Corruption: Exploring the Conditional Role of Parties, International Center for Public Policy, Working Paper 21- 09, Andrew Young School of Political Studies, Georgie State University.
- Sima, M., Liang, P., & Qingjie, Z.** (2023). The impact of fiscal decentralization on economic growth: A comparative analysis of selected African and OECD countries. *Heliyon*, 9(9).
- Swianiewicz, P.** (2010). If territorial fragmentation is a problem, is amalgamation a solution? An East European perspective. *Local Government Studies*, 36(2), 183-203.
- Tommasi, M., & Weinschelbaum, F.** (2007). Centralization vs. decentralization: A principal-agent analysis. *Journal of Public Economic Theory*, 9(2), 369-389.
- Treisman, D.** (2000). The causes of corruption: a cross-national study. *Journal of Public Economics*, 76(3), 399-457.
- Villalonga, J.** (2018). Fiscal centralization: A remedy for corruption? *SERIEs*, 9, 457-474.
- Weingast, B. R.** (1995). The economic role of political institutions: Market-preserving federalism and economic development. *The Journal of Law, Economics, and Organization*, 11(1), 1-31.
- Wasylenko, M.** (1987). Fiscal Decentralization and Economic Development. *Public Budgeting & Finance*, 7(4).
- Weingast, B. R.** (1995). The economic role of political institutions: Market-preserving and economic development. *Journal of Law, Economic, & Organization*, 31.
- Yushkov, A.** (2015). Fiscal decentralization and regional economic growth: Theory, empirics, and the Russian experience. *Russian Journal of Economics*, 1(4), 404-418.

Annexe
Matrice de corrélation

	DFRec	DFDep	Corru	tbasp	ide	invp	DFDep *Corru	DFRec *Corru
DFRec	1							
DFDep	0,994	1						
Corru	0,466	0,429	1					
tbasp	0,258	0,215	0,198	1				
ide	0,03	0,034	0,097	0,152	1			
invp	-0,053	-0,044	-0,049	0,415	-0,036	1		
DFDep*Corru	0,974	0,976	0,556	0,345	0,060	-0,005	1	
DFRec*Corru	0,974	0,964	0,592	0,092	0,054	-0,054	0,099	1

Source : Calcul des auteurs.

**Financial decentralization and economic growth
in WAEMU countries**

Abstract - This study examines the effects of fiscal decentralization on economic growth in WAEMU countries. Using the system-GMM method for the period 2003–2022, the results indicate that fiscal decentralization both in terms of revenue and expenditure has a positive and significant impact on economic growth, as does private investment. However, this positive effect is dampened by corruption. The findings suggest that the effective implementation of anti-corruption measures, the strengthening of institutional frameworks, the development of human capital, and the proper targeting of foreign direct investment could enable fiscal decentralization to make a substantial contribution to economic growth in the region.

Key-words

Fiscal decentralization
Economic growth
Corruption
WAEMU
System-GMM